

Examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante – Etape 1

Le présent examen visuel, objet du présent rapport, a été réalisé conformément à la norme NF X 46-021 de septembre 2021 et l'amendement NF X 46-021/A1 de février 2024

AGENCE

ADX Expertise
Parc Saint Fiacre
53200 Château Gontier

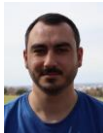
REFERENCES DE LA MISSION

Numéro de dossier : MA2501012557
Date d'intervention : 30/01/2025

DONNEUR D'ORDRE

CHU DE TOULOUSE
31000 TOULOUSE

EXPERT



CRONE Julien
07 71 82 54 05
Certification n° : CPDI5114
Décernée par : ICERT

PROPRIETAIRE

CHU DE TOULOUSE
2 Rue Viguerie
CHU DE TOULOUSE
31000 Toulouse

LIEU D'INTERVENTION

PLACE DU DOCTEUR JOSEPH

BATIMENT : SERVICES TECHNIQUES

BAYLAC

31300 TOULOUSE



> SYNTHÈSE DE CONCLUSION

LE RESULTAT DE L'EXAMEN VISUEL EST DECLARE **NON CONFORME** SELON LES CRITERES ET LA METHODOLOGIE DEFINIS DANS LA NORME NF X 46-021 : 2021.

Révision	Date	Objet
Version initiale	30/01/2025	Établissement du rapport
Version 01	05/02/2025	Réactualisation du rapport (Zones 004&005)
Version 02	09/09/2025	Réactualisation du rapport (Zones 002,006,007)

SOMMAIRE

> 1. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET DES INTERVENANTS	2
> 2. ELEMENTS PREALABLES A L'EXAMEN VISUEL	4
> 3. EXAMEN VISUEL DETAILLE.....	5
> 4. CONCLUSION	12
> 5. LEGENDE	14
> 6. RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE	16
> 7. ANNEXES	18

> 1. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET DES INTERVENANTS

EXPERT



NOM DE L'EXPERT	ORGANISME DE CERTIFICATION	NUMERO DE CERTIFICATION	DATE D'OBTENTION DE LA CERTIFICATION	DATE DE VALIDITE DE LA CERTIFICATION
CRONE julien	I.Cert	CPDI5114	19/02/2020	18/02/2027

ASSURANCE DU DIAGNOSTIQUEUR



COMPAGNIE	NUMERO DE POLICE	DATE DE VALIDITE
Axa	3912280604	01/01/2026

Edité à LABEGE, le 30/01/2025

Par : CRONE julien



LISTE DES INTERVENANTS :

LISTE DES INTERVENANTS	DETAILS
Maître d'ouvrage	Nom : CHU TOULOUSE Adresse : 2 Rue Viguerie Ville : 31000 Toulouse Commentaires : Maître d'oeuvre dans le cadre des travaux de mise en conformité de l'amiante.
Entreprise MPCA	Nom : BOURDARIOS Commentaires : Entreprises réalisant les travaux de retrait de MPCA.
Diagnostiqueur	Nom : ADX GROUPE Commentaires : Intervenant dans le cadre de la mission d'examen visuel pour l'amiante.

QU'EST CE QUE L'EXAMEN VISUEL ?

L'examen visuel se déroule en deux étapes, conformément aux préconisations de la norme NFX 46-021 :

1. Une première étape :
 - Préalablement à la dépose du confinement (dans le cadre d'un désamiantage) et avant la mesure d'empoussièrement dite de première restitution. Cette étape permettra de déclarer ou non la zone de retrait conforme pour la dépose du confinement.
 - Suite à l'encapsulage de MPCA
2. Une seconde étape :
 - Après la dépose du confinement (dans le cadre d'un désamiantage) pour s'assurer que le nettoyage des zones impactées par les travaux a bien été réalisé.
 - Suite à l'encapsulage après libération de la zone traitée

Les deux étapes de cet examen visuel seront réalisées par le même opérateur (sauf cas de force majeur) en deux rapports distincts.

COMMENT SE DERoule SES DEUX ETAPES ?

La première étape de l'examen consiste à vérifier que la totalité des matériaux contenant de l'amiante a bien été traitée et que le nettoyage de la zone a été effectué.

Les investigations seront menées conformément au protocole défini dans la norme NFX46-021.

Il sera également défini, par phase de travaux, des zones d'investigations détaillées d'une surface de 50m² pour les matériaux présents sur des grandes surfaces (enduit et peinture par exemple). Le nombre de ces zones sera défini selon le tableau d'échantillonnage donné dans la norme.

La seconde étape est réalisée immédiatement après libération de la zone traitée et repli du confinement dans la mesure du possible en présence du représentant de l'entreprise de travaux. L'examen permet de s'assurer que l'ensemble de la zone de retrait a bien été nettoyé en particulier les zones anciennement recouvertes par le confinement.

Ces investigations, seront menées par un seul et unique opérateur de repérage certifié Amiante Mention.

Les moyens suivants seront requis du propriétaire :

3. La mise à disposition de moyens d'accès spécifiques si disponible sur site (ex : nacelle de nettoyage, nacelle élévatrice pour accès locaux grande hauteur, échelle...) ;
4. L'accès libre à l'ensemble des locaux accompagné par un représentant de l'entreprise en charge des travaux de retrait des MPCA et par un représentant de la MOE en charge du projet ;

> 2. ELEMENTS PREALABLES A L'EXAMEN VISUEL

2.1 - Listes des documents remis :

DOCUMENTS DEMANDES	DOCUMENTS REMIS
Plan/Croquis du bâtiment	Oui
Autre documents relatif à la construction (permis de construire, historique des travaux, etc.)	Non
Document relatif au projet de travaux (projet, APS, APD, DCE, etc.)	Oui
Rapport de repérage antérieur	Non
Rapport de repérage antérieur - RAT	Oui (MA2409151244)
Plan de retrait de MPCA et ses avenants	Oui (24040) & avenants 1 & 2

Documents remis complémentaires et observations :

Néant

2.2 - Liste des pièces objet du traitement des MPCA

N+0 : PDD031, PDD014, PDD030, PDD027, PDD023

EXTERIEUR : COUVERTURE

> 3. EXAMEN VISUEL DETAILLE

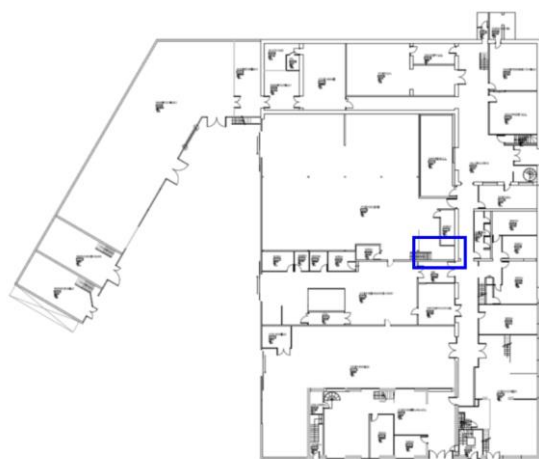
IDENTIFICATION DU SECTEUR : Zone 001

Liste des pièces affectées au secteur : N+0 - PDD031

Surface estimée du secteur : 5m²

Matériaux objet du traitement: Colle de carrelage, faïence

Etat du secteur : Il n'a pas été décelé la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débit de flocage.



Commentaires et remarques de la première restitution dite libératoire du secteur : Sans objet

SECTEUR / ELEMENT CONSTITUTIF	CLASSE DE LA SURFACE	ABSENCE DE RESIDUS	RESIDUS INCRUSTES	RESIDUS LIBRES	RESULTAT
Secteur 1 -	B1	2 - Absence de résidus			Conforme

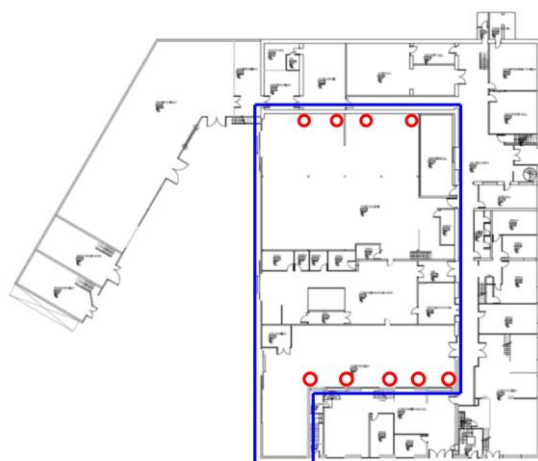
IDENTIFICATION DU SECTEUR : Zone 002

Liste des pièces affectées au secteur : N+0 - PDD031; N+0 - PDD014

Surface estimée du secteur : 45ml

Matériaux objet du traitement: Conduit en fibres-ciment EP

Etat du secteur : Il a été décelé la présence de résidus de MPCA impliquant la non conformité de cette étape sur cette zone.



Commentaires et remarques de la première restitution dite libératoire du secteur : Sans objet

SECTEUR / ELEMENT CONSTITUTIF	CLASSE DE LA SURFACE	ABSENCE DE RESIDUS	RESIDUS INCRUSTES	RESIDUS LIBRES	RESULTAT
La totalité	B2	5 - MPCA non traité			Non Conforme

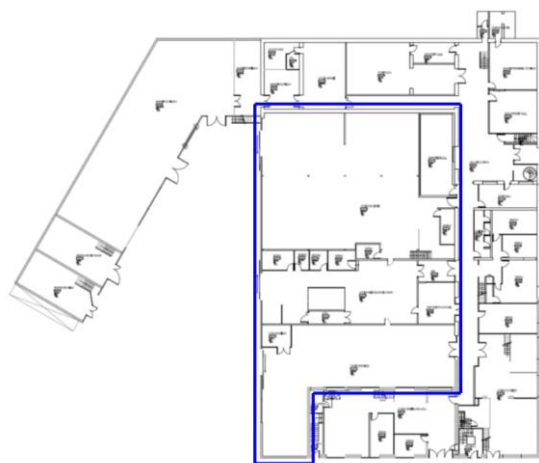
IDENTIFICATION DU SECTEUR : Zone 003

Liste des pièces affectées au secteur : EXTERIEUR - COUVERTURE

Surface estimée du secteur : 890m²

Matériaux objet du traitement: Plaques en fibres-ciment

Etat du secteur : Il n'a pas été décelé la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débit de flocage.



Commentaires et remarques de la première restitution dite libératoire du secteur : Sans objet

SECTEUR / ELEMENT CONSTITUTIF	CLASSE DE LA SURFACE	ABSENCE DE RESIDUS	RESIDUS INCRUSTES	RESIDUS LIBRES	RESULTAT
La totalité -	B2	1 - Absence de surface traitée			Conforme

IDENTIFICATION DU SECTEUR : Zone 004

Liste des pièces affectées au secteur : N+0 - PDD014

Surface estimée du secteur : 5m²

Matériaux objet du traitement: Colle de carrelage, faïence

Etat du secteur : Il n'a pas été décelé la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débit de flocage.



Photo non exploitable

Commentaires et remarques de la première restitution dite libératoire du secteur : Sans objet

SECTEUR / ELEMENT CONSTITUTIF	CLASSE DE LA SURFACE	ABSENCE DE RESIDUS	RESIDUS INCRUSTES	RESIDUS LIBRES	RESULTAT
Secteur 1 -	B1	1 - Absence de surface traitée			Conforme

IDENTIFICATION DU SECTEUR : Zone 005

Liste des pièces affectées au secteur : EXTERIEUR - COUVERTURE

Surface estimée du secteur : 150m²

Matériaux objet du traitement: Plaques en fibres-ciment

Etat du secteur : Il n'a pas été décelé la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débit de flocage.

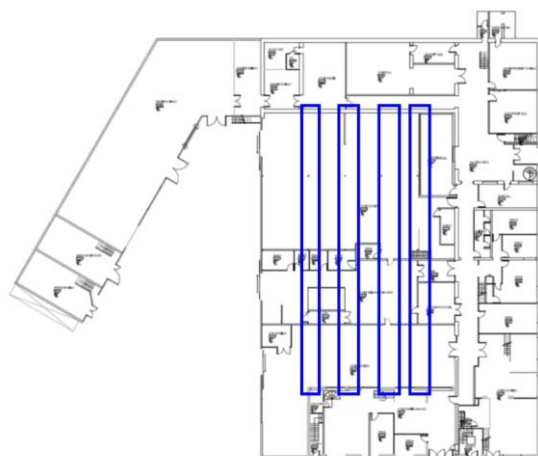


Photo non exploitable

Commentaires et remarques de la première restitution dite libératoire du secteur : Sans objet

SECTEUR / ELEMENT CONSTITUTIF	CLASSE DE LA SURFACE	ABSENCE DE RESIDUS	RESIDUS INCRUSTES	RESIDUS LIBRES	RESULTAT
La totalité -	B2	1 - Absence de surface traitée			Conforme

IDENTIFICATION DU SECTEUR : Zone 006

Liste des pièces affectées au secteur : N+0 - PDD031

Surface estimée du secteur : 5mL

Matériaux objet du traitement: Conduit en fibres-ciment horizontal

Etat du secteur : Il n'a pas été décelé la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débit de flocage.



Photo non exploitable

Commentaires et remarques de la première restitution dite libératoire du secteur : Sans objet

SECTEUR / ELEMENT CONSTITUTIF	CLASSE DE LA SURFACE	ABSENCE DE RESIDUS	RESIDUS INCRUSTES	RESIDUS LIBRES	RESULTAT
La totalité -	B2	2 - Absence de résidus			Conforme

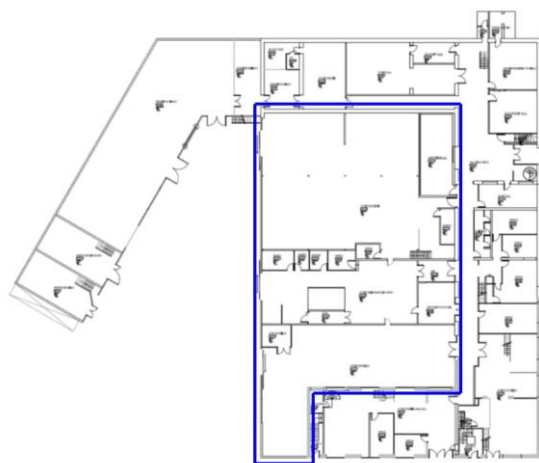
IDENTIFICATION DU SECTEUR : Zone 007

Liste des pièces affectées au secteur : EXTERIEUR - COUVERTURE

Surface estimée du secteur : 5

Matériaux objet du traitement: Conduits en fibres-ciment ventilation

Etat du secteur : Il n'a pas été décelé la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débit de flocage.



Commentaires et remarques de la première restitution dite libératoire du secteur : Sans objet


SECTEUR / ELEMENT CONSTITUTIF	CLASSE DE LA SURFACE	ABSENCE DE RESIDUS	RESIDUS INCRUSTES	RESIDUS LIBRES	RESULTAT
La totalité -	B2	2 - Absence de résidus			Conforme

> 4. CONCLUSION

Le présent examen visuel, objet du présent rapport, a été réalisé conformément à la norme NF X 46-021.

Périmètre de la zone traitée, objet du présent rapport :

SECTEUR CONCERNE	NBR DE SURFACE ANALYSEES	CLASSE DE LA SURFACE	CATEGORIE DE CONSTAT	CONCLUSION	COMMENTAIRE
Zone 001 : Secteur 1	1	B1	2 - Absence de résidus	Conforme	
Zone 002 : La totalité	1	B2	5 - MPCA non traité	Non Conforme	
Zone 003 : La totalité	1	B2	1 - Absence de surface traitée	Conforme	
Zone 004 : Secteur 1	1	B1	1 - Absence de surface traitée	Conforme	Photo non exploitable

SECTEUR CONCERNE	NBR DE SURFACE ANALYSEES	CLASSE DE LA SURFACE	CATEGORIE DE CONSTAT	CONCLUSION	COMMENTAIRE
Zone 005 : La totalité	1	B2	1 - Absence de surface traitée	Conforme	<i>Photo non exploitable</i>
Zone 006 : La totalité	1	B2	2 - Absence de résidus	Conforme	<i>Photo non exploitable</i>
Zone 007 : La totalité	1	B2	2 - Absence de résidus	Conforme	

Le résultat de l'examen visuel est déclaré **Non Conforme** selon les critères et la méthodologie définis dans la norme NF X 46-021 : 2021.

Synthèse des composants avec résidus d'amiante (libres ou incrustés)

SECTEUR	PARTIES DU LOCAL	MATERIAUX	COMMENTAIRES
Zone 002	N+0 - PDD031; N+0 - PDD014 (Plancher bas)	Conduits fibres-ciment	Présence des conduits noyés dans le plancher bas du local non traités

Ce document entraine la mise à jour du DTA, le cas échéant du Dossier Technique du bâtiment.

> 5. LEGENDE

Cas du désamiantage :

Les classes des surfaces traitées sont identifiées en tenant compte de l'état de surface du matériau du support d'une part et du caractère continu ou discontinu du support d'autre part. La classe de la surface traitée est qualifiée A1, A2, B1 ou B2 selon le tableau suivant :

	1. SURFACE CONTINUE	2. SURFACE DISCONTINUE (exemples : raccords de bacs-acier, liaisons béton-acier, dalles préfabriquée...)
A. SUPPORT LISSE (exemples : charpentes métalliques, bétons, bacs-acier...) (absence de nid de cailloux ou bullage important)	A1 : support lisse à surface continue	A2 : Support lisse à surface discontinue
B. SUPPORT AVEC PORES OU ASPERITES (exemples : hourdis bétons anciens, parpaings, briques...) (avec nids de cailloux ou bullage important)	B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue	B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue

Le constat de l'examen visuel portant sur l'état des surfaces traitées après travaux de désamiantage s'appuie sur les cinq constats suivants :

- **Constat 1** : absence de surface traitée
NOTE Dans le cas où le MPCA a été retiré avec son support (ex. cloison, conduit avec son calorifuge amiante, joint de bride...), le constat indiquera le retrait du MPCA et de son support.
- **Constat 2** : absence de résidus de MPCA
- **Constat 3** : présence de résidus incrustés de MPCA. L'opérateur décrit les résidus incrustés qu'il a constatés et précise s'ils sont ponctuels ou non en motivant son choix
- **Constat 4** : présence de résidus libres de MPCA
- **Constat 5** : présence de MPCA non traité(s) alors qu'il(s) aurai(en)t dû l'être.
- **Constat 6** : présence de résidus libres de MPCA de façon ponctuelle et non répétitive.

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le tableau suivant :

CLASSE DE LA SURFACE TRAITEE	CONFORME	NON CONFORME	CONFORME AVEC REMARQUE(S)
SD : MPCA et son support déposés	Constat 1	Constat 5	Constat 6
A1 : support lisse à surface continue	Constat 2	Constat 4 ou 5	Constat 6
A2 : support lisse à surface discontinue	Constat 2 ou 3	Constat 4 ou 5	Constat 6
B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue	Constat 2 ou 3	Constat 4 ou 5	Constat 6
B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue	Constat 2 ou 3	Constat 4 ou 5	Constat 6

Cas de l'encapsulage :

Les classes des surfaces traitées sont identifiées en tenant compte de l'état de surface du procédé d'encapsulage réalisé.
La classe de la surface traitée est qualifiée E1, E2, E3 ou E4 selon le tableau suivant :

	Principe du procédé	EXEMPLES	CRITERES DE CONFORMITE
E1 : encoffrement	Application en forte épaisseur d'un enduit sur un support maintenu au contact du MPCA par un moyen mécanique	Application d'un enduit pâteux sur un lattes métallique nervuré chevillé à un plancher au travers du flocage Joint ou enduit en tête de cloison pour isoler une projection plâtre	Application sur la totalité de la surface à traiter
E2 : doublage	Paroi sans contact avec le MPCA	Plaques de plâtre en doublage d'un poteau, d'un plafond ou d'une gaine Cornière en tête de cloison	Protections jointives et jointoyées, et mise en œuvre sur la totalité de la surface à traiter, et absence de dispositif tel que trappe de visite ou autres
E3 : fixation par revêtement	Application en couche mince d'un liant ou enduit étanche, avec ou sans renforcement par tissu collé	Résine sur un sol contenant de la colle bitumineuse Un revêtement plastique épais sur un voile béton Peinture sur un conduit en amiante ciment	Application sur la totalité de la surface à traiter
E4 : imprégnation	Pulvérisation ou injection d'un produit liquide pénétrant toute l'épaisseur du MPCA constituant un liant par polymérisation directe	Pulvérisation d'un produit sur un flocage de faible épaisseur Injection par aiguille dans un calorifuge	Application sur la totalité de la surface à traiter NOTE Dans le cadre de la mission de l'opérateur d'examen visuel, le contrôle de la pénétration sur l'épaisseur n'est pas réalisable.

Le constat de l'examen visuel portant sur l'état des surfaces traitées après encapsulage s'appuie sur les 2 constats suivants :

- **Constat 7** : application sur la totalité de la surface à traiter et, le cas échéant, protections jointives et jointoyées ;
- **Constat 8** : non-application sur tout ou partie de la surface à traiter et, le cas échéant, protections non jointives ou non-jointoyées en tout ou partie.
- **Constat 9** : présence de résidus libres de MPCA ou de défauts mineurs d'application du procédé d'encapsulage, dans les deux cas de façon ponctuelle et non répétitive.

PROCEDE D'ENCAPSULAGE	CONFORME	NON CONFORME	CONFORME AVEC REMARQUE(S)
E1 : encoffrement	Constat 7	Constat 8	Constat 9
E2 : doublage	Constat 7	Constat 8	Constat 9
E3 : fixation par revêtement	Constat 7	Constat 8	Constat 9
E4 : imprégnation	Constat 7	Constat 8	Constat 9

> 6. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

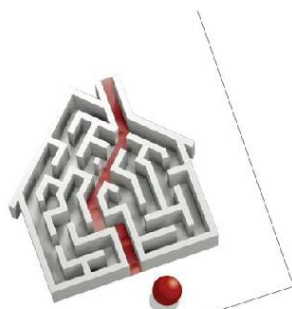
Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

> 7. ANNEXES

Am055



Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI5114 Version 010

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CRONE Julien

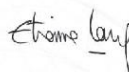
Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 19/02/2020 - Date d'expiration : 18/02/2027
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 19/02/2020 - Date d'expiration : 18/02/2027
DPE tous types de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 21/10/2021 - Date d'expiration : 20/10/2028
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 21/10/2021 - Date d'expiration : 20/10/2028
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 25/01/2024 - Date d'expiration : 24/01/2031
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 18/01/2024 - Date d'expiration : 17/01/2031
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 20/12/2023 - Date d'expiration : 19/12/2030
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 31/12/2023 - Date d'expiration : 30/12/2030

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse <https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.



(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification
(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K
35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0122
CHATELAIN
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev19

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible



Votre interlocuteur
CBT CNA
178 BOULEVARD PEREIRE
75017 PARIS
Portefeuille : 0114921220
 01 40 68 02 02
 01 40 68 05 00

SAS ADX GROUPE
Comptabilité Fournisseurs
Parc Saint Fiacre
53200 CHATEAU GONTIER

Votre contrat
RESPONSABILITE CIVILE
ENTREPRISE

Vos références
Contrat
3912280604
3912431104
Référence client

ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :

SAS ADX GROUPE
Comptabilité Fournisseurs Parc Saint Fiacre - 53200 CHATEAU GONTIER

a souscrit tant pour son compte que pour celui de :

- **HYPERION Développement**
- **SAS EXPERTAM**
- **SAS GALENA**
- **ADX Formation**
- **BCTI**

le contrat d'assurance Responsabilité Civile **1ère ligne n° 3912280604** et un contrat Responsabilité Civile **2ème ligne n° 3912431104**, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat et notamment :

Les diagnostics techniques immobiliers obligatoires

- Repérage amiante avant-vente
- Constat des risques d'exposition au plomb
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- L'Infiltrométrie
- La recherche de Fibres Céramiques Réfractaires FCR

**Repérage de polluants:****AMIANTE :**

- Repérage de l'amiante avant travaux, (dans les bâtiments, les matériels ferroviaires, les aéronefs, l'industrie, les voiries et les sols navires, bateaux et autres engins flottants)
- Repérage de l'amiante avant démolition
- Dossier Technique Amiante (DTA)
- Contrôle de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante
- Dossier Amiante Partie Privative (DAPP)
- Contrôle visuel amiante après travaux (CV1&CV2))
- Sapiteur Amiante
- Mesures d'empoussièrement amiante
- Diagnostic amiante sur des navires selon Décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires sous la marque ADX Groupe.

PLOMB:

- Repérage du plomb avant travaux (dans les bâtiments, les matériels ferroviaires, les aéronefs, l'industrie, les voiries et les sols navires, bateaux et autres engins flottants)
- Contrôle du plomb après travaux

AUTRES:

- Inventaire des Matières Potentiellement Dangereuses dans les navires conformément à la Résolution MEPC.197(62) de l'OMI
- Inventaire des matériaux pouvant contenir de la silice
- Inventaire des matériaux pouvant contenir du PCB
- Inventaire des matériaux pouvant contenir du machefert
- Recherche des métaux lourds
- Diagnostic de pollution des sols
- L'Analyse de la qualité de l'air et La Recherche de fuites
- Recherche de Radon N1 et N2

Contrôle du bâti:

- Diagnostique Technique Globale (DTG)
- Diagnostic technique en vue de la mise en copropriété
- Diagnostique Technique du bâtiment (DTB)
- Diagnostic Technique Immobilier (Loi SRU)
- Plan pluriannuel de travaux (PPT)
- Diagnostic PEMD (Produit Équipement Matériaux Déchet)
- Diagnostic accessibilité handicapés
- Constat de l'état parasite dans les immeubles bâtis et non bâtis
- Audit de la partie privative en assainissement collectif
- Diagnostic sécurité piscine

**Energetique:**

- Réalisation d'audit énergétique sous réserve que l'assuré déclare que son activité ne peut en aucun cas être assimilable à une mission de maîtrise d'oeuvre et qu'il ne mette pas en relation les clients avec des professionnels du bâtiment. Dans le cas contraire, aucune garantie ne sera accordée au titre du contrat responsabilité civile Conditions de garantie.
- Attestation de conformité à la Réglementation Thermique
- Vérification de la VMC
- Vérification de chantier de demande de certificat d'économies d'énergie (CEE)
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage en rénovation Energétique et Thermique

Eau:

- Actes de prélèvement légionnelle
- Portabilité de l'eau

Mesurage:

- Attestations de surface : Loi Carrez, surface habitable, surface utile, surface de plancher, surfaces hors œuvre brute, hors œuvre nette.
- Mesurages en extérieurs et intérieurs
- Mission de topographie et numérisation 3D
- Réalisation de dessin et maquettes 2D & 3D

Sécurité:

- Rédaction de Plan de Prévention des Risques, nécessaire lors de l'intervention d'une entreprise extérieure sur le site d'une entreprise utilisatrice
- Réalisation de documents uniques d'évaluation des Risques Professionnels
- Pose de détecteurs incendie
- Géodétection et géoréférencement des réseaux enterrés et identification au sol en marquage piquetage

Formation:

- Formation aux métiers du diagnostic
- Formation aux risques amiante, plomb
- Formation aux risques électrique
- Formation aux risques lié au travail en hauteur

Autres:

- Etat des lieux locatifs
- Etats des lieux dans le cadre des dispositifs Robien et Scellier
- Attestation de décence du logement (critères de surface et d'habitabilité)
- Audit de pré acquisition
- Dossier de mutation



Garanties au contrat 1^{ère} Ligne N° 3912280604

Montant des garanties : « Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales.

Garanties au contrat 2^{ème} Ligne N° 3912431104

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9.000.000 € par année d'assurance et par sinistre
Dont : Dommages corporels Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	9.000.000 € par année d'assurance et par sinistre 1.200.000 € par année d'assurance et par sinistre
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus)	750.000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages confondus)	par expert 300.000 € par sinistre et 500.000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150.000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30.000 € par sinistre

La garantie de l'Assureur s'exerce à concurrence des montants suivants : **pour la seule garantie Responsabilité Civile Professionnelle :**

Tous dommages confondus : 6 000 000 € par sinistre et par année d'assurance

Dont :

- Dommages résultant d'atteintes à l'environnement accidentelles sur les sites des clients de l'assuré : 1 500 000 € par sinistre et par année d'assurance

Il est précisé que ces montants interviennent :

- en excédent des montants de garantie du contrat de 1^{ère} ligne,
- après épuisement des montants de garantie fixés par année d'assurance dans le contrat de 1^{ère} ligne. En cas d'intervention du présent contrat au premier euro, il sera fait application des franchises du contrat de 1^{ère} ligne.



La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable du **01/01/2025 au 01/01/2026** sous réserve du règlement de la prime émise ou à émettre et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à **Paris** le **02/01/2025**

Pour la société :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a small flourish.



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI5114 Version 010

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CRONE Julien

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 19/02/2020 - Date d'expiration : 18/02/2027
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 19/02/2020 - Date d'expiration : 18/02/2027
DPE tous types de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 21/10/2021 - Date d'expiration : 20/10/2028
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 21/10/2021 - Date d'expiration : 20/10/2028
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 25/01/2024 - Date d'expiration : 24/01/2031
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 18/01/2024 - Date d'expiration : 17/01/2031
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 20/12/2023 - Date d'expiration : 19/12/2030
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 31/12/2023 - Date d'expiration : 30/12/2030

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.

Etienne Lamy

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
35760 Saint-Grégoire

